

Sylvie Brunel, Yann Calbérac
4 avril 2002

Les trois rivières, 4 avril 2002

OGM et développement, entre discours et réalité

Public restreint mais motivé ce soir aux Trois rivières : en dépit de la notoriété de notre intervenante, il fallait braver la grève générale des transports et résister aux assauts tentateurs des premiers rayons tentateurs du soleil...

C'est un café-géo triplement exceptionnel, comme le rappelle Marie-Christine Doceul en introduction, qui s'est tenu à Lyon le 4 avril 2002. Par le lieu tout d'abord : le Bellecour n'étant pas disponible, c'est aux Trois rivières, place des Terreaux, que se sont rassemblés les géophiles lyonnais. Par les circonstances ensuite : la grève quasi-totale des transports en commun a privé Sylvie Brunel du public habituel de ces manifestations. Et par la personnalité même de l'intervenante : en effet, Sylvie Brunel est à la fois proche et lointaine. Proche par ses origines lyonnaises, ses débuts dans l'enseignement, sa formation de géographe. Mais lointaine aussi par la diversité de ses compétences : elle est à la fois économiste, juriste, journaliste et écrivain : elle compte une vingtaine de titres à son actif, dont *Famines et politique* paru en février 2002 aux Presses de Sciences Po. Ce livre est nourri de son expérience dans l'humanitaire débutée à Médecins sans frontières (où son rôle était de comparer les discours sur l'humanitaire à la réalité du terrain) puis à Action contre la faim dont elle a démissionné de la présidence il y a quelques mois. C'est une personnalité très médiatique : elle participe à de nombreuses émissions comme *Le dessous des cartes*, *Le téléphone sonne*, et donne de nombreuses conférences aussi bien au Festival international de Géographie de Saint-Dié que, plus récemment, à l'Ecole Normale Supérieure Lettres et Sciences Humaines (Lyon). Son succès s'explique alors en grande partie par son parler franc et fort.

Marie-Christine Doceul cerne plus précisément le thème du café-géo : OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) et faim dans le monde : les uns sont-ils la solution de l'autre ? Peut-on, plus largement, apporter une réponse technologique au problème de la faim ? Comment les OGM sont-ils utilisés dans l'aide humanitaire ? Quel rôle jouent les ONG dans ces processus ?



Sylvie Brunel aux Trois rivières

Photo : Emmanuelle Delahaye

Après cette introduction, Sylvie Brunel prend la parole et remercie la vingtaine de participants qui ont bravé les grèves et résisté aux tentations du soleil. Pourquoi traiter un tel sujet : OGM et faim dans le monde ? C'est un débat qui a cristallisé passions et affrontements. D'un côté, les Multinationales y voient une solution au problème de la famine et de la malnutrition. De l'autre, les populations se livr(ai)ent à de violents rejets. Le discours sur les OGM est donc très contrasté et le but de cet échange est précisément de chercher à y voir plus clair.

Qu'est-ce qu'un OGM ? Il s'agit d'un organisme obtenu après l'implantation dans son patrimoine génétique d'un gène étranger à son espèce. Il ne faut pas les confondre avec les hybrides obtenus par sélection et croisement de variétés au sein de la même espèce. Les plantes sages quant à elles sont le résultat de manipulations qui ne nécessitent pas l'apport de gènes étrangers.

La FAO estime à 800 000 personnes, sur les 6 milliards que compte la planète, le nombre de malnutris, c'est-à-dire ceux dont la ration alimentaire se caractérise par un déficit, qualitatif ou quantitatif. Selon les prévisions, la population mondiale s'élèvera à 9 milliards en 2050. Dans ces conditions, faut-il recourir aux OGM ?

Sylvie Brunel remet en perspective l'avancée des recherches scientifiques sur les OGM : en 1953 Crick et Watson découvrent la structure moléculaire de l'ADN ce qui laisse apercevoir les possibilités d'intervenir sur le vivant. En 1965 une équipe de chercheurs français (A. Lwoff, J. Monod et F. Jacob) décroche le prix Nobel pour leurs travaux de cartographie des

chromosomes. En 1975, on commence à s'inquiéter des risques de manipulation du vivant. En 1983 est mis au point le premier plant de tabac transgénique : c'est la première fois que la barrière des espèces est franchie. En 1994 est commercialisée une variété de tomates à conservation prolongée. En 1996, un million d'hectares sont plantés en OGM, 44 millions d'hectares (soit la moitié de la Surface Agricole Utile de la France) en 2000 et 53 millions en 2001 ! C'est à une véritable accélération du processus que l'on assiste. En France, le Gouvernement autorise en 1997 la culture du maïs transgénique. Les Etats-Unis représentent les 2/3 des surfaces plantées en OGM. Certains pays en développement s'y lancent, comme la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Argentine ou le Mexique qui se plaint d'une contamination non voulue de la part des Etats-Unis. Le colza représente 60% des surfaces cultivées en OGM (soit 72 millions de tonnes sur les 153 millions de tonnes de soja produites dans le monde, toutes cultures confondues), le maïs 23%, le coton 12% et le colza 6%.

On assiste à une véritable dissémination des OGM dans le monde qui s'explique à la fois par l'exportation et l'aide humanitaire. En effet, les Etats-Unis ont mis en place dès 1945 une aide alimentaire qui, dans le contexte de guerre froide permettait à la fois d'offrir des débouchés aux productions nationales tout en faisant barrage au communisme. Aujourd'hui, l'aide alimentaire est un vecteur privilégié d'écoulement des OGM ; ainsi, l'ONG Care aurait distribué des semences de maïs transgénique en Colombie dans le cadre de programme de micro-crédit.

Comment expliquer cette extension ? Pour Greenpeace, il s'agit de la stratégie du « cheval de Troie » qui vise à mettre les populations et les autorités devant le fait accompli. Cela s'insère dans une stratégie plus globale des grandes firmes multinationales productrices de semences et de l'industrie agro-alimentaire en général : elles veulent contrôler l'ensemble de la production, du champ à l'assiette. Elles s'assurent ainsi des chaînes captives allant des semences à la transformation en passant par les produits phytosanitaires, tout en offrant aux industriels une gamme de produits standardisés. Dans cette perspective, des liens se tissent : ainsi, la firme Monsanto, productrice de semences, recommande les engrais et les pesticides de Roundup. Ce que les firmes cherchent à créer en même temps que leur produit, c'est un besoin. Ces préoccupations n'ont donc rien à voir avec la faim ; mais l'argument développé par ces firmes pour promouvoir la recherche, la culture et la commercialisation des OGM est précisément celui de la lutte contre la faim par ces nouveaux moyens biotechnologiques (ce que fit Monsanto en 1994). A ces raisons se rajoutent des arguments écologiques : les OGM, résistants aux parasites et aux insectes et plus productifs, seraient moins consommateurs d'engrais et de pesticides. En effet, la hausse de la production mondiale observée lors des quarante dernières années s'explique par intensification (c'est-à-dire une plus forte production sur une surface de même dimension) rendue possible grâce aux engrais, et non par extensification (accroissement de la production par extension de la surface agricole utilisée). La Révolution verte dont a bénéficié l'Inde s'est fondée justement sur des variétés hybrides à haut rendement, sur des progrès d'irrigation et un apport massif d'engrais. L'impact écologique est négatif : la pollution des eaux s'accroît et une usine de produits phytosanitaires explose à Bhopal en 1984, faisant des milliers de victimes. Cependant, en dépit des dangers, la nécessité de nourrir une population croissante impose le recours aux variétés à haut rendement. Le défi d'aujourd'hui est de créer des plantes qui ont leurs atouts sans leurs inconvénients.

Que penser alors des OGM ? Ces derniers présentent trois risques majeurs : la dissémination par croisement avec des plantes sauvages, la résistance des plantes contaminées, ce qui entraîne une hausse de la consommation de pesticides, et les risques de toxicité sanitaire. Ainsi, des actions en justice ont eu lieu aux Etats-Unis suite à des allergies qui auraient été

provoquées par des pommes de terre transgéniques. Un règlement à l'amiable a permis d'éviter le procès et la cause des allergies n'a jamais été prouvée. Risque sanitaire ou manœuvre juridique ? Info ou intox ? Le problème de la toxicité reste en suspens. D'une manière générale, dans ce débat sur les vices et vertus des OGM, les généticiens, au nom du progrès, sont pour la poursuite de la recherche et le développement des espèces, alors que les écologistes sont contre.

Qu'en est-il des OGM et de la faim dans le monde ? Les biotechnologies peuvent-elles résoudre le problème de la faim dans le monde ? Cela amène tout d'abord à s'interroger sur la définition que l'on donne à la faim. La famine est une rupture absolue de nourriture pour des populations entières alors que rien n'est fait pour interrompre le processus. La famine s'explique toujours par des raisons politiques : ce n'est pas l'objet de ce café-géo et Sylvie Brunel renvoie à son dernier ouvrage Famines et politique. La malnutrition, qui touche 800 millions de personnes à travers le monde, est un déséquilibre qualitatif ou quantitatif de la ration alimentaire. Selon Amartya Sen, prix Nobel d'Economie en 1998, les malnutris sont ceux qui n'ont pas accès, pour des raisons économiques (faibles ressources...), à des denrées alimentaires qui sont pourtant disponibles. Ce sont donc principalement des pauvres qui n'ont pas un pouvoir d'achat suffisant. Les $\frac{3}{4}$ des malnutris sont des ruraux qui sont déjà en position de vulnérabilité et qui ne parviennent pas à dégager de surplus commercialisables et qui ne peuvent donc pas acheter ce qui leur manque.

Les OGM peuvent-ils améliorer la production et réduire la malnutrition ? Théoriquement oui : les biotechnologies permettent la mise au point de plantes qui permettent aux paysannes d'être mieux armées, comme certaines variétés de pomme de terre, des palmiers dattiers résistants à la sécheresse ou le riz doré (golden rice). Ainsi, ce dernier, enrichi en fer et en vitamine A a-t-il été créé pour lutter contre les carences et les avitaminoses. Cette variété, mise à la disposition des centres de recherche, sert de vitrine morale aux firmes productrices d'OGM ; et quant à son efficacité elle est à nuancer : selon certains experts indépendants pour éviter les carences il faudrait manger plus de quatre kilos de ce riz par jour ! Par ailleurs les recherches sur les OGM se font dans le plus grand secret : aucun inventaire n'est disponible ! L'avancée de la recherche sur les différentes espèces n'est pas rendue publique.

Selon la FAO, on n'a pas, aujourd'hui, besoin des OGM. Les réserves de production sont considérables et on peut étendre sans danger les surfaces cultivées : les surfaces disponibles en Amérique du Sud sont considérables et les pays du Nord ont volontairement réduit les superficies exploitées afin de maintenir des cours élevés. Mais demain, aura-t-on besoin des OGM ? Selon Jean-Paul Charvet, d'ici 2015, la population mondiale aura augmenté d'un milliard d'individus ; la production actuelle de céréales de 2 milliards de tonnes sera insuffisante : il faudra produire 330 millions de tonnes de plus. Le recours aux OGM est donc inévitable, d'autant plus que les processus d'urbanisation, d'extension des réseaux et les dégradations environnementales vont entraîner un repli de la Surface Agricole Utile. La priorité à court terme est donc d'intensifier la production dans les pays les plus vulnérables. Il ne faut donc pas adopter une attitude tranchée, qu'on soit pour ou contre les OGM. Le défi qui nous attend est celui de la révolution doublement verte : comment accroître les rendements dans les régions les plus vulnérables sans détruire les écosystèmes et en résolvant le problème de la pauvreté. Cela implique : 1) que les recherches soient publiques, c'est-à-dire menées par des laboratoires publics ou privés travaillant sur des projets publics. 2) que les recherches aboutissent (et c'est la conséquence logique du point précédent) à des abandons de brevet. En effet, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a entériné en 1999 la brevetabilité du vivant, rendant possible les profits sur les découvertes. 3) le droit à la souveraineté alimentaire

des pays du Sud qui peuvent déterminer leur production en fonction de leurs besoins. Les Etats du Sud veulent réglementer les échanges d'OGM. Un bras de fer oppose les pays du Nord et les pays du Sud qui, pour se protéger de l'invasion des OGM du Nord brandissent l'argument du danger sanitaire. Ainsi, l'Europe refuse les tourteaux d'arachide sénégalais : c'est un protectionnisme déguisé derrière des arguments sanitaires plus ou moins fondés ; en contrepartie, les pays du Sud retournent cet argument sanitaire en invoquant la toxicité des OGM pour s'opposer à l'importation d'OGM.

Le débat sur les OGM reste ouvert : il faut rester ouvert et constructif. Sylvie Brunel prône une charte des aliments essentiels qui répertorierait les aliments indispensables qui seraient l'objet de recherches aboutissant à des hybrides ou des plantes sages et pas forcément aux OGM. Il faut aussi promouvoir la petite production agricole paysanne (et donc lutter contre la marginalisation des petits agriculteurs) qui seule permettra de faire face à la hausse de la population. Il faut donc chercher à mettre en œuvre une véritable agriculture de développement.

Débat

Une première question porte sur la politique d'Action contre la faim sur les OGM.

Sylvie Brunel revient sur le travail des ONG dont la principale préoccupation est d'apporter de la nourriture dans l'urgence, comme en Afghanistan : on distribue la nourriture sans se soucier vraiment de la présence d'OGM. L'aide humanitaire est en effet le premier vecteur de diffusion des OGM.

Marie-Christine Doceul revient sur la crise afghane : apparemment les paysans et les ministres sont contents de la hausse des rendements qu'ont permis les OGM. En effet, du moment que les semences sont données les résultats sont satisfaisants. En sera-t-il autant quand il faudra acheter des semences qu'il faut souvent renouveler tous les ans : cela entraînera sans doute des phénomènes d'endettement, puis d'exode ce qui va accentuer la mégalopolisation ; la réduction du nombre d'agriculteurs va accentuer le problème de la faim. Le risque, c'est que le paysan devienne ouvrier dépendant des firmes. En faisant le rapprochement avec les médicaments génériques, dont les laboratoires dénoncent les risques, mais qui reste un moyen d'accéder à moindre coût aux médicaments, que peut-on dire de la nocivité des OGM ? Le plus grand flou entoure cette question : si de nombreuses études ont été menées ou sont en cours, aucune ne s'accordent. Les généticiens, et plus largement les chercheurs, sont pour ; les écologistes contre.

Alain Le Griel s'interroge sur les modalités de la recherche à l'étranger : qu'en est-il de l'avancée de la recherche en Inde et en Chine ? Quels pays ont lancé des programmes publics de recherche ? Ces recherches sont-elles l'objet de guerres commerciales ou d'espionnage ? On ne sait pas grand chose de la recherche en Inde ou en Chine, pays qui comme le Brésil, l'Argentine et l'Afrique du Sud mènent des programmes de recherches publiques. Ces programmes sont l'objet d'affrontement, de guerre d'espionnage.

Ne peut-on pas mettre en place, comme pour les médicaments, des fonds publics déliés de tout intérêt ? La FAO veut justement faire des OGM un bien public global, libéré de toutes logiques mercantiles, ce qu'a rendu possible l'OMC.

Alain Le Griel revient sur la poursuite des investissements des grands groupes dans la recherche sur les OGM : quel est l'intérêt d'investir alors que d'autres pays se sont

lancés dans la recherche et que les pays cibles ne sont pas solvables ? En effet, il y a là un paradoxe et l'augmentation des surfaces cultivées en OGM reste une énigme. Cela s'explique sans doute par les intérêts économiques qui restent considérables.

Julie Le Gall revient sur l'agriculture familiale dans le cadre du commerce équitable : est-ce une solution ? Comment les développer davantage ? Ce sont des voies intéressantes mais qui restent très marginales à l'échelle des géants du grain. Les grandes firmes, sous la pression des mouvements de population, commencent à prendre conscience de l'enjeu écologique pour parfaire leur image ; mais ce qui compte, c'est le résultat ! Marie-Christine Doceul revient sur l'introduction de certaines substances luttant contre les productions de drogue. Cela pose le problème des nouvelles armes bactériologiques.

C'est sur ces mots que s'achève ce café-géo : Sylvie Brunel, ravie, remercie à nouveau le public, visiblement enthousiasmé par ses talents d'oratrice !

Compte-rendu : Yann Calbérac

Photos : Emmanuelle Delahaye

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net